



Les Dossiers de La Lettre du Solaire

Novembre 2013 / Vol 4 N°11

Asie du Sud-Est

Publiée par CYTHELIA sas.
La Maison ZEN. 350 route de la traverse, F-73 000 Montagnole
Tel+ 33(0)4 79 25 31 75 Fax+ 33(0)4 79 25 33 09
Editeur : Alain Ricaud. ar@cythelia.fr. Rédaction : Mamadou Kane

Sommaire

• Tendances	2	Inde	11
• Taxation des modules chinois	2	Solaire substitué au charbon ?	11
Solaire : Bruxelles maintient la pression sur la Chine malgré le veto de Berlin	2	• Chine	12
Fin de la guerre commerciale ?.....	3	Appétit soutenu pour les panneaux	12
Quel accord amiable Chine – UE ?.....	3	Offensive des couches minces	12
• Programmes nationaux	5	Le photovoltaïque chinois dans la tourmente	13
• Japon	5	En attendant les taxes européennes... ..	14
Plan de réduction des incitations	5	Objectif 35 GW en 2015	14
Boom du solaire PV.....	6	• Programmes PED	15
Boom du marché PV et du stockage	6	• Bangladesh	15
• Inde	8	Microréseau Upsolar	15
Centrale CSP record	8	• Compagnies	15
• Chine	9	SMA achète le chinois JZNE.....	15
Les actions à la hausse	9	Yingli embauche.....	15
... ou le solaire sous perfusion	9	La saga de la dette de Suntech.....	16
Impact des ambitions chinoises	10	Suntech, gravement endetté, repris	16
• Nouveaux Programmes	10	Suntech sauvé par Warren Buffet ?.....	17
• Japon	10	Suntech pourrait céder sa participation dans GSF.....	18
La renaissance du secteur solaire japonais	10		

• Tendances

Taxation des modules chinois



Bruxelles pourrait décider dès cette semaine l'instauration de lourdes taxes douanières sur les panneaux solaires chinois, croit savoir l'agence Reuters. La Chine est soupçonnée d'avoir volontairement détruit la concurrence européenne à coups de subventions et de dumping déguisé sur le marché du photovoltaïque. **Karel de Gucht**, commissaire européen au Commerce, pourrait proposer mercredi, d'imposer de lourdes taxes sur les panneaux solaires importés de Chine. Dans l'attente de la conclusion de l'enquête sur l'industrie chinoise des panneaux solaires, attendue en décembre prochain, ces taxes provisoires pourraient atteindre 50% de la valeur du produit.

Source Enviro2B, le 06/05/2013

Commentaire : Sur ce sujet, l'Europe a du mal à parler d'une seule voix : tandis que la France soutient les mesures de taxation, Angela Merkel est plutôt favorable à une solution négociée avec la Chine. Une quinzaine de capitales européennes seraient également opposés à ces droits de douane (qui s'élèveraient à 47%). IL

Solaire : Bruxelles maintient la pression sur la Chine malgré le veto de Berlin

Bruxelles pointe les surcapacités de l'industrie chinoise, dont la production solaire représente une fois et demie la demande mondiale. - Photo SIPA

Il est rare que la Commission européenne prenne le contre-pied de l'Allemagne. Mais

CYTHELIA SAS

Editeur : Alain Ricaud

cette fois, malgré la forte opposition de Berlin, Bruxelles a décidé d'engager sur le terrain commercial une épreuve de force inédite avec la Chine. Ainsi les importations de panneaux solaires chinois seront taxées en Europe, et ce dès demain. Certes, l'exécutif européen a mis un peu d'eau dans son vin et ces droits de douane seront au départ inférieurs à ceux prévus, puisque le taux sera de 11,8 % jusqu'au 7 août. Mais passé cette date, la facture sera bien plus salée pour les industriels chinois, accusés de vendre à perte sur ce marché : les droits de douane provisoires s'établiront à 47,6 % en moyenne, et ce jusqu'à décembre.

Proposer des solutions

Le message est clair : la Chine a deux mois pour proposer des solutions à ces problèmes de dumping, sans quoi l'Europe sortira les armes lourdes. « *C'est une fenêtre d'opportunité, la balle est dans le camp de la Chine* », a assuré hier Karel De Gucht, le commissaire au Commerce. A peine annoncée, la mesure a été critiquée par le BDI, le Medef allemand, signe que ces deux mois de répit sont loin de l'armistice pur et simple attendu en Allemagne. Même réaction négative chez l'AFase, une association regroupant des acteurs en amont et en aval de la filière photovoltaïque (les installateurs par exemple).

Pour tenter de désamorcer toute polémique politique, cette dernière a tenté de placer sa décision sur un terrain purement technique. « *Ce n'est pas une mesure protectionniste* », a assuré Karel De Gucht, qui a parlé d'une « *mesure d'urgence pour donner un ballon d'oxygène à un secteur qui souffre* » des pratiques de dumping de Pékin. Les chiffres avancés paraissent édifiants : si les industriels chinois ne pratiquaient pas une concurrence déloyale, ils devraient vendre leurs panneaux solaires 88 % plus cher que le prix qu'ils affichent. Pour certaines entreprises, le taux est même de 112,6 % ! « *Si nous avions voulu, nous aurions donc pu imposer des droits de douane à 88 %, mais nous estimons que 47 % suffit pour réparer les dégâts* », décrypte un fonctionnaire européen. L'enquête menée par Bruxelles pointe également les surcapacités de l'industrie chinoise, dont la production représente une fois et demie la demande mondiale. Si rien n'est fait pour corriger cela, les producteurs européens risquent de disparaître et 25.000 emplois avec eux. Mais pour éviter cela, encore faudrait-il que Pékin accepte de négocier. Une solution pourrait consister à fixer un prix minimum pour les panneaux solaires. Mais les propositions de dialogue maintes fois réitérées par Karel De Gucht sont restées lettre morte. Pis, des mesures de rétorsion ont déjà été annoncées. « *La Chine ne l'a pas pris au sérieux jusque-là* », note un expert.

Une enquête antidumping

Les taxes douanières sont le nouveau moyen de pression trouvé par Bruxelles pour faire plier Pékin. L'ouverture probable d'une enquête antidumping contre des

Rédaction : Mamadou Kane

2 / 18

équipementiers télécoms chinois (voir ci-dessous) participe de cette stratégie. Problème : cette dernière est loin de faire l'unanimité chez les Etats membres puisque dix-huit d'entre eux étaient contre ces droits provisoires. Or ce sont eux qui devront décider en décembre prochain si ces taxes sur le solaire doivent être prolongées pendant cinq ans. Cette division affaiblit nettement la position de Bruxelles face à Pékin. « *Si la Commission se rate dans cette affaire, cela aura un gros impact sur sa capacité future à agir en matière commerciale* », souligne un diplomate.

Source Renaud Honoré, Les Echos, le 05/06/2013

Fin de la guerre commerciale ?



Après des négociations désastreuses le mois passé, qui ont été interrompues à peine commencées, la Chine et l'Europe envisagent un nouveau round pour résoudre le différend au sujet de la plainte instruite par les pays européens contre les subventions jugées illégales des fabricants chinois de modules solaires PV. Beaucoup de choses ont changé depuis l'échec précédent à la fin du mois de mai, avec en particulier un nombre croissant de dirigeants européens qui souhaitent privilégier le dialogue plutôt que la guerre économique. Ce sont donc désormais des officiels de haut rang qui vont s'asseoir autour de la table, changement majeur par rapport à la situation passée. Bien qu'il soit encore trop tôt pour en prédire les résultats, les derniers signes d'une volonté partagée de résoudre la crise par le dialogue peuvent laisser penser qu'il y a plus de 70% de chances que cette dernière soit dépassée. Le changement soudain vers cette approche plus positive marque une réelle rupture avec le passé, où les pays occidentaux prenaient des mesures punitives unilatérales qui entraînaient des réponses immédiates de la Chine. Cela augure d'une nouvelle philosophie européenne qui devrait permettre de résoudre les conflits commerciaux avec la Chine sans déclencher une guerre commerciale. Au cœur du conflit, le soutien public au secteur solaire PV, à travers des prêts sans intérêt ou des droits d'utilisation des terres insignifiants. Les négociations sont conduites par **Karl De Gucht** et **Gao Hucheng**, respectivement officiels de haut niveau de l'UE et du ministère chinois du Commerce. La gestion de cette crise a, en effet, radicalement changé depuis l'échec du mois de mai. Les discussions se déroulaient jusqu'ici en Europe, conduites côté européen par des

officiels de moyen rang tandis que la Chine envoyait des émissaires de haut niveau mais exclusivement de l'association des industriels incriminés. Cette représentativité à un niveau non décisionnel ne donnait aucune chance au processus engagé, l'UE n'ayant même jamais pu expliquer correctement à la partie chinoise la procédure. Après le premier échec, la partie chinoise de retour au pays, a tenu une conférence de presse incendiaire ; tandis que les émissaires européens soulignaient qu'il s'agissait de discussions informelles préliminaires. Après coup, l'Allemagne d'abord et ensuite nombre d'autres leaders européens ont demandé à privilégier les négociations plutôt que d'instaurer des taxes punitives, comme proposé par les experts européens. Cette fois-ci, étant donnée la grande expérience diplomatique de **De Gucht** et **Gao**, les chances de succès sont bien meilleures. La tenue des réunions à Beijing est également importante tant du point de vue pratique que symbolique. En pratique, cela signifie que **Gao** pourra à tout moment consulter les officiels et les industriels chinois décisionnels pour examiner les alternatives aux subventions jugées injustes. Symboliquement, c'est plus facile d'obtenir des concessions de la Chine qui peut montrer à son opinion que cette fois-ci c'est bien elle qui déplace les européens et pas l'inverse. Il n'en reste pas moins que toutes ces avancées sont procédurales et qu'il reste très difficile de démanteler les subventions incriminées désormais bien ancrées dans le paysage. Mais au moins cela montre-t-il que les parties sont décidées à essayer de trouver un accord à l'amiable.

Source Douglas Young, China Business Blog, le 20/06/201

Quel accord amiable Chine – UE ?



L'UE avait imposé des droits de douanes pour protéger les fabricants européens, menacés par les exportations chinoises vendues à bas prix. La Commission européenne a annoncé samedi 27 juillet avoir conclu un « *accord amiable* » avec Pékin sur les importations de panneaux solaires chinois. Le différend menaçait de se transformer en une guerre commerciale à part entière. « *Nous avons trouvé une*

solution amiable dans l'affaire des panneaux solaires UE-Chine qui va conduire à un nouvel équilibre sur le marché à un niveau durable de prix », a indiqué le commissaire européen chargé du Commerce **Karel De Gucht** dans un communiqué. Cette percée intervient à un moment où Bruxelles et Pékin restent empêtrés dans une série de conflits sur d'autres produits allant des tubes en acier et des équipements de télécommunications au vin et à certains produits chimiques. Les deux parties sont de grandes puissances commerciales, en même temps rivales et partenaires. Le total de leurs échanges l'an dernier a approché les 550 milliards US\$ (415 milliards €), la balance penchant largement en faveur de la Chine. Le gouvernement chinois a salué samedi l'accord sur les panneaux solaires. « *La conclusion positive et constructive de nos négociations démontre pleinement, de part et d'autre, une attitude pragmatique et flexible, et une sagesse dans le règlement de ces différends* », a déclaré **Shen Danyang**, porte-parole du ministère chinois du Commerce. La Chine est également prête à « *promouvoir davantage les échanges et la coopération avec la partie européenne dans le domaine de l'industrie photovoltaïque* », a ajouté **Shen Danyang**. Le ministre allemand de l'Economie, **Philipp Rösler**, dont le pays s'était le plus opposé à des droits de douane antidumping, a également salué l'accord. « *C'est une bonne chose qu'il y ait maintenant une proposition en vue d'un compromis. Nous avons toujours souligné qu'une solution négociée était meilleure qu'un conflit, qui aurait été préjudiciable aux relations économiques. J'espère que cette dispute pourra maintenant vite se terminer à l'amiable* ». Sans donner plus de détails, **Karel De Gucht** a expliqué que « *les deux parties avaient convenu d'un prix minimum pour les panneaux solaires chinois importés* ». Des sources diplomatiques ont toutefois déclaré que le prix minimum d'un panneau serait égal à 0.56 ou 0.57 €/W pendant deux ans. Il faut rappeler que la Chine proposait 0.5 et l'UE 0.65 €/W. Cette tarification s'appliquerait aux 7 premiers GW de panneaux solaires importés et tout dépassement de ce quota serait frappé d'une taxe antidumping de 47.6%. En raison de ses répercussions « *désastreuses* » sur l'emploi et l'activité économique de l'industrie photovoltaïque européenne, la décision de Bruxelles avait provoqué un large mouvement d'opposition de la part de membres de l'UE et de sociétés du secteur solaire (comme aux Etats-Unis dans les mêmes circonstances). Selon des sources, un total de 18 pays membres de l'UE ont voté fin mai contre la proposition de la Commission européenne d'imposer des taxes antidumping provisoires sur les produits solaires chinois importés. Au début du mois de juillet, plus de 30 chefs d'entreprise, représentant plus de 740 sociétés européennes du secteur solaire, ont déclaré, lors d'une audience à la Commission européenne, que les mesures antidumping avaient d'ores et déjà entraîné des annulations de commandes et des pertes d'emplois. Cette sortie avait laissé penser qu'un accord se préparait et qu'il ne serait pas forcément en

faveur de l'UE. « *Nous sommes convaincus que cet engagement de prix permettra de stabiliser le marché européen des panneaux solaires et d'éliminer le préjudice que les pratiques de dumping ont causé à l'industrie européenne* ». Selon **Karel De Gucht**, l'accord vise à « *établir un équilibre entre deux éléments clés : éliminer le dumping préjudiciable constaté et assurer en même temps un approvisionnement stable en panneaux solaires sur le marché de l'UE* ». Dans la pratique, cela signifie que les exportateurs chinois s'engagent à respecter un prix plancher et à ainsi supprimer « *les effets préjudiciables du dumping* ». Cet engagement « *n'est pas destiné à fixer les prix à des niveaux spécifiques, mais plutôt à les empêcher de tomber en dessous d'un certain prix plancher* ». Les entreprises exportatrices chinoises participantes seront exemptées des droits antidumping, selon le communiqué. Les détails de l'accord seront publiés ultérieurement, car il doit encore être officiellement approuvé par les Etats membres de l'UE. Le groupement d'entreprises européennes du secteur *EU ProSun*, qui avait saisi la justice en juin, a déclaré que les chiffres avancés étaient absurdes puisque les panneaux solaires chinois sont actuellement vendus à 0.59 €/W, tandis que la limitation à 7 GW donnerait à Pékin une part garantie du marché.

La Chine produit plus de 70% des panneaux solaires et abrite la majorité des grands fabricants mondiaux. Selon les chiffres chinois, la Chine a exporté en 2011 pour 35.8 milliards US\$ d'équipements solaires, dont plus de 60% vers l'UE, et a importé d'Europe pour 7.5 milliards US\$ d'équipements solaires et de matières premières. En juin, après des mois de récriminations mutuelles, Bruxelles a imposé un droit de douane antidumping d'urgence de 11.8% sur les importations de panneaux solaires chinois, qui devait passer à 47% le 6 août faute d'accord entre les deux parties. **Karel De Gucht** avait expliqué cette mesure à l'époque par le fait que les panneaux solaires chinois sont vendus en Europe à un prix de près de 90% inférieur à leur coût, ce qui oblige les fabricants de l'UE à jeter l'éponge et à supprimer des milliers d'emplois. La Chine avait proposé en juillet de plafonner ses exportations annuelles de composants solaires vers l'UE à 10 GW, à condition qu'ils soient dispensés de droits de douane ou taxés à un faible taux. D'après la Chambre de commerce chinoise pour l'importation et l'exportation de la machinerie et des produits électroniques, qui a conduit les négociations avec les experts de l'UE, un total de 95 entreprises chinoises a participé aux négociations des prix avec l'UE.

Source *Le Nouvel Observateur et French.china.org.cn*, le 27/07/2013

Nota : Des producteurs rencontrés récemment fixaient ce prix plancher à 0.61-0.62 €/W et la capacité annuelle maximale à 5 GW pour que la mesure ait l'effet escompté. Les industries électronique et automobile, craignant des représailles poussaient les pays de l'UE à plus de souplesse. La Chine, qui vient de lancer un programme de 35

GW d'ici 2015 (soit plus de 11 GW par an pendant trois ans) aurait tiré les leçons et se concentrerait sur son marché domestique pour les prochaines années...selon des experts chinois publics. La teneur réelle des accords attendue incessamment dira s'il faut être optimiste ou pas.

● Programmes nationaux

Japon

Plan de réduction des incitations

La proposition de réduction de 10% sur le prix d'achat de l'électricité solaire, préserve le dispositif incitatif mis en place pour stimuler les installations, selon les experts. Un comité d'experts conseillant le ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie a recommandé la réduction du prix d'achat de l'électricité solaire de 10% à partir du 1^{er} avril 2013 et aussi de maintenir inchangé le prix d'achat de l'éolien. Le gouvernement doit d'abord valider la proposition avant son entrée en vigueur. Les investissements dans les projets commerciaux ont atteint 2.3 milliards US\$ l'an passé au Japon, avec l'ajout de 580 MW de capacité solaire, selon des chiffres de *Bloomberg New Energy Finance (BNEF)*. Les dépenses devraient atteindre 4.5 milliards US\$ cette année, pour une capacité additionnelle de 1 460 MW, selon l'analyste. « *Le marché du solaire s'étend et nous ne pensons pas que le tarif proposé change vraiment la tendance ; le tarif proposé va permettre de maintenir la croissance du marché* », souligne **Hisao Kayaoka**, secrétaire général de l'association PV japonaise, *JPEA*. Comme membres de l'association on compte *Suntech Power Holdings*, *Kyocera*, *Solar Frontier* et *Sharp*. En fait partie également l'utilité *Kansai Electric Power Co*. La mise en place de mesures incitatives en juillet a poussé les fabricants de panneaux comme *Kyocera Corp* à commencer la construction de centrales solaires et encouragé les nouveaux venus tels que *Softbank Corp*, fournisseur de téléphonie mobile, à développer des centrales solaires. Le coût des équipements solaires a tant chuté que les officiels ont considéré que les subventions pouvaient être coupées sans compromettre les plans de développement dans un contexte de diversification des sources d'énergie suite à la catastrophe nucléaire de Fukushima. Les prix pour les panneaux au silicium ont baissé de 20% durant les douze derniers mois, selon *Bloomberg*. La capacité d'électricité solaire, aussi bien résidentielle que commerciale, a augmenté de 29% entre avril et novembre, soit une croissance de 1 398 MW pour atteindre une capacité cumulée de 4 800 MW, selon les données du ministère du Commerce. Le coût moyen d'un système commercial a baissé de 14% à 2 900

US\$/kW depuis octobre, comparable au montant utilisé par le comité pour déterminer le tarif solaire pour l'année achevée le 31 mars, selon le ministère. « *Le Japon émerge comme solide nouveau leader tiré par les installations commerciales* », a déclaré **Shawn Qu**, directeur exécutif de *Canadian Solar*, société ontarienne avec des unités de production en Chine. Même à des taux réduits, le soutien du Japon à l'énergie solaire est environ trois fois plus important que les mesures incitatives offertes en Allemagne et en Chine, deux pays qui sont parmi les plus grands marchés pour cette technologie. Le Japon sera sans doute l'un des trois principaux marchés de cette année, selon *BNEF*. Le comité a proposé de baisser le FiT, qui reste au-dessus des prix du marché pour le solaire, à 39 c\$/kWh (37.8 yens) pour 20 ans à partir du 1^{er} avril 2013 ; le tarif actuel est de 43.5 c\$/kWh. Le nouveau tarif est en cohérence avec une estimation du bureau *BNEF* qui juge que même avec 38.3 c\$/kWh, le marché japonais reste attractif pour les développeurs de nouvelles centrales. Les nouveaux tarifs pour les projets supérieurs à 10 kW « *restent suffisamment attractifs* » jusqu'à 6% de TRI pour les développeurs, souligne **Yugo Nakamura**, analyste chez *BNEF*. Il prédit toutefois un léger tassement des projets courant deuxième trimestre 2013. Le panel est conduit par **Kazuhiro Ueta**, professeur d'économie de l'environnement à l'université de Kyoto. Le FiT sera financé par les consommateurs à travers des taxes supplémentaires. Le ministère du Commerce estime que la taxe mensuelle moyenne d'un ménage passerait ainsi de 87 à 120 yens (de 0.90 à 1.24 \$). Le panel a aussi recommandé de maintenir le tarif de l'éolien à 23.1 yens (24 c\$/kWh) pendant 20 ans ; cette proposition a le soutien de l'association des opérateurs de l'éolien. « *Le tarif actuel est le niveau minimal pour développer les projets éoliens au Japon. Si les tarifs sont laissés au même niveau ; nous appuyons la décision. Il y a encore de questions à régler comme la connexion au réseau ou la dérégulation, mais cette confirmation va permettre de développer l'éolien* », ajoute **Tetsuro Nagata**, le président de l'association. Font partie de l'association *Eurus Energy Holdings*, développeur de projets, *Mitsubishi Heavy Industries*, *Kajima*, un intégrateur et *Siemens Japan*, une unité du fabricant allemand *Siemens AG*. Le panel a recommandé de maintenir les tarifs actuels pour les quatre autres types de sources d'énergie renouvelable couverts par le programme, arguant n'avoir pas assez de projets pour établir de nouveaux tarifs. Pour la géothermie, le panel a suggéré un tarif de 28 c\$/kWh pour les systèmes de 15 MW et plus et 43.5 c\$/kWh pour les petits systèmes, pendant 15 ans pour les deux. Pour la petite hydroélectricité, il est suggéré de garder un tarif entre 26 et 37 c\$/kWh pendant 20 ans en fonction de la taille du système. Pour la biomasse, les tarifs sont de 14 à 42 c\$/kWh pour 20 ans, en fonction du type de combustible utilisé.

Source Chisaki Watanabe, Bloomberg, le 13/03/2013

Boom du solaire PV



Le Japon devrait installer plus de 5 GW d'électricité solaire PV cette année. Il est ainsi prévu une croissance du marché de 120% en 2013, selon une récente étude de *IMS Research*, cabinet britannique du groupe *IHS*, spécialiste des analyses de marché. L'existence d'incitations parmi les plus importantes du monde y est bien sûr pour beaucoup. La publication « The PV Market in Japan », indique que pour le seul trimestre passé, le marché PV au Japon a gagné plus de 1 GW, faisant de l'empire le second marché mondial derrière la Chine et devant l'Allemagne et les Etats-Unis. L'explication de cette augmentation est à chercher dans le mécanisme de soutien au solaire PV, vendu actuellement 34 c€/kWh (soit 42 yens), bien que ce montant ait été réduit de 10% à partir du 1^{er} avril (actuellement à 39 ¥/kWh). Le tarif pour les autres sources d'EnR mis en place en juillet reste inchangé. Pendant 20 ans, l'éolien sera vendu 23.1 ¥/kWh, la géothermie à partir de 15 MW à 27.3 ¥/kWh et en-dessous à 42 ¥/kWh mais pendant 15 ans seulement. **Ash Sharma**, directeur senior de la recherche solaire chez *IHS*, avertit toutefois, que ce tarif trop généreux pourrait conduire à une « surchauffe du marché ». **Sharma** ajoute que la réduction effective de 10% n'aura que peu d'effet sur le taux de retour et sur la demande du marché. Et les nombreuses centrales qui ont postulé continueront de bénéficier de l'ancien tarif car elles ont été mises en service avant le 1^{er} avril. L'étude montre par ailleurs que les installations PV domestiques sont une bouée de sauvetage pour les entreprises japonaises, qui vendent avec des marges bénéficiaires élevées, bien que leur compétitivité internationale soit inférieure à celle des entreprises étrangères similaires. Les fournisseurs de kits PV résidentiels profitent également de ces marges élevées. « Au Japon, un système résidentiel coûte presque deux fois plus cher qu'en Allemagne » explique **Frank Xie**, co-auteur du rapport. Se pose désormais la question de l'ouverture du marché. Pour les

sociétés étrangères, l'étude montre que, bien que de nombreux fournisseurs américains et chinois alimentent en modules le marché japonais, qu'elles restent largement minoritaires et doivent recourir à des accords et des partenariats avec les fabricants japonais pour pouvoir opérer, malgré le respect dont jouissent certaines firmes étrangères. « En bref, les clients japonais veulent des modules japonais », dit **Sharma**. En ce qui concerne les investisseurs, une refonte des certifications exigeantes leur est exigée pour s'installer. En conséquence, le marché des investisseurs commence à souffrir d'un sérieux goulot d'étranglement. Enfin, le rapport signale les projets « mégasolaires », à partir de 2 MW, comptent pour 25% du total de la capacité et contribuent à la croissance très rapide ; ces projets devraient commencer à décroître à partir de 2014, en raison en partie à la rareté des terres, précise **Xie**. Au contraire, les installations de toitures commerciales, de 10-50 kW, bénéficiant des mêmes avantages, ont explosé.

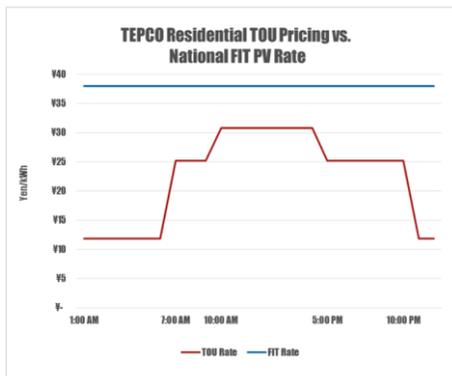
Source Bloomberg, le 19/03/2013

Boom du marché PV et du stockage



Cette expansion répond aux coupures qui se sont multipliées après la catastrophe. Dans le passé, un système PV avec batterie était assimilé à un système isolé – non connecté au réseau. La batterie servant de tampon pour la nuit, après avoir emmagasiné l'énergie produite aux heures d'ensoleillement. Au Japon, la batterie est devenue attractive pour stocker l'électricité du réseau pour réduire les factures d'électricité. Après le désastre du tsunami et de la contamination nucléaire, en mars 2011, le Japon a douloureusement pris conscience de l'importance de la sécurité et du maintien d'un système d'approvisionnement régulier en électricité. La combinaison d'un système PV et d'un stockage sur batterie donne au consommateur la possibilité de produire, stocker et fournir l'électricité durant toute la journée à leur propre domicile en cas d'urgence ou de coupures. Le système peut apporter des avantages économiques – réduction des factures d'électricité – durant les jours ordinaires.

Comme en Californie, les utilités au Japon offrent un taux dit « de durée d'utilisation » (TOU pour Time of Use).



La façon dont les propriétaires peuvent réduire leurs factures peut être illustrée en utilisant les taux TOU de *TEPCO* (hors été) pour les résidences disposant d'un système solaire :

- achat et stockage d'électricité du réseau hors heure de pointe (23 h – 7 h) à 0.12 \$/kWh ;
- vente d'électricité à l'utilité à un FiT de 0.38 \$/kWh ;
- usage d'un système PV durant la journée, sinon paiement de 0.31 \$/kWh (10 h – 17 h) et usage d'électricité de batterie à des heures précises (7 h – 10 h et 17 h – 23 h) sinon paiement de 0.25 \$/kWh.

Avec le stockage sur batteries, les propriétaires de systèmes PV peuvent au final acheter de l'électricité au plus bas prix (0.12 \$/kWh) et la vendre au plus haut (0.38 \$/kWh).

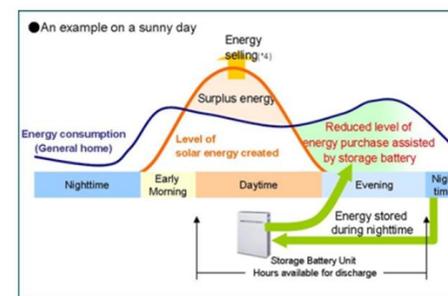
Les fabricants domestiques, *Panasonic*, *Kyocera* et *Sharp* offrent tous du stockage sur batterie lithium-ion avec leurs systèmes pour la satisfaction de cette nouvelle forme de consommation solaire. Leur but avoué est d'aller au-delà du PV vers un système de gestion énergétique résidentiel totale (HEMS pour Home Energy Management System). *Kyocera* a commencé à combiner système PV et batterie Li-I à ses clients résidentiels début 2012 avec l'objectif d'en vendre 10 000 entre avril 2012 et mars 2013. *Panasonic* a également lancé des systèmes combinés basés sur le HIT de *Sanyo* (maintenant *Panasonic*) et une batterie d'une capacité de 4.65 kWh pour un prix global de 11 984 US\$. En avril, *Kyocera* a mis en vente le plus grand système résidentiel à stockage Li-I au Japon. La batterie a une capacité de 14.4 kWh pour un

prix de 43784 US\$. Ce système permet d'alimenter TV, réfrigérateur, ordinateurs, lumières et téléphones pendant 24 heures. *Kyocera* s'est mis en partenariat avec *Rakuten, Inc.* qui exploite le plus grand site de ventes par internet du pays, pour offrir un système PV résidentiel (p-Si) combiné à une batterie Li (7.2 kWh), à un prix abordable. *Rakuten* offre des options avec différentes tailles de systèmes avec batteries et le prix du système installé (après taxes) varie entre 29 730 US\$ pour un système de 2.28 kW et 42 153 US\$ pour un système de 6.27 kW. Ces systèmes sont installés par un des plus grands installateurs du pays, *Nippon Ecosystem*, filiale de *Itochu Corp.*

Les systèmes résidentiels avec batteries restent chers pour le propriétaire moyen. Pour faire face à cet obstacle, *One Energy Corp.* vient juste de lancer le premier service de location de stockage d'énergie du Japon. Comme *SolarCity* ou *SunRun* aux Etats-Unis, ce service offre un paiement initial nul des propriétaires. La société est une joint-venture entre *Orix*, *NEC* et *Epcoc*. *NEC* fournit les batteries lithium dont la technologie est issue des véhicules électriques *Nissan Leaf*. A côté de ce service de location, *One Energy* offre également le service « Yanekari » de location d'espace toiture solaire. Un propriétaire peut louer un système de stockage avec 5.53 kWh de capacité entre 31 US\$ et 52 US\$ par mois contre la mise à disposition d'une surface de toiture pour 25 US\$ par mois. L'image ci-dessous montre comment un client peut utiliser un système de stockage pour diminuer le coût de l'énergie consommée en heure de pointe. La compagnie offre actuellement son service de location uniquement dans le périmètre de *TEPCO*, avant de l'étendre dans la région de Kansai puis dans tout le pays.

Economy Prioritized Mode

- The user can reasonably reduce peak power demand by making use of the nighttime power supply from the grid without compromising the amenity.
- The user can also enjoy economic advantage of charging the battery using low-cost nighttime power supply and discharging during peak hours. It makes reduction level of energy purchase.



*4: The battery does not discharge any energy while selling the surplus solar energy.

NEC a commencé la production de masse de systèmes résidentiels à stockage en février dernier. A côté de son partenariat avec *One Energy*, la société vend des batteries résidentielles directement aux constructeurs et aux distributeurs de matériaux de construction avec pour objectif d'en vendre 15 000 cette année. Elle a déclaré que les propriétaires PV vont commencer à stocker l'électricité photovoltaïque dans les batteries d'autant plus que le FIT deviendra faible à l'avenir, créant ainsi un environnement plus autonome et moins dépendant du réseau. Même si elles diminuent, le gouvernement offre des subventions et un FiT sur 10 ans. Il offre également une subvention pour des systèmes de stockage Li-I résidentiels, à hauteur du tiers du coût d'installation du système, jusqu'à 10 823 US\$ (1 million de yens). L'été chaud et humide approche au Japon. Certains des services publics du pays ont augmenté les tarifs de l'électricité et beaucoup vont demander aux consommateurs de limiter et / ou de décaler la consommation d'électricité de pointe vers les heures creuses pour contrôler l'envolée du coût des combustibles fossiles causée par l'arrêt de centrales nucléaires. Avec des systèmes combinés PV et batteries, les propriétaires prennent en main les questions énergétiques contre délestages et la hausse des factures d'électricité.

Source Junko Movellan, le 14/05/2013

Inde

Centrale CSP record



C'est la plus grande centrale d'Asie et elle a divisé par deux le prix de l'électricité par rapport au tarif en Inde. *Godawari Power & Ispat Ltd.* a commencé la construction de la plus grande centrale CSP d'Asie au moment où l'Inde adopte péniblement des objectifs d'énergie propre, avec des prix presque la moitié de la moyenne mondiale. La centrale CSP de 50 MW dans l'Etat du Rajasthan, au nord-ouest, est composée de 5760 miroirs qui concentrent les rayons du soleil, pour la production de vapeur pour

actionner des turbines, comme le précise le directeur du projet **Siddharth Agrawal**. La mise en service est intervenue avec un mois de retard. L'Inde, en proie à des pannes d'électricité depuis que les centrales au charbon sont arrêtées pour manque de carburant, prévoit d'installer 20 GW de capacité solaire d'ici 2022, contre 1.7 GW aujourd'hui. La centrale Godawari, dont la mise en service a connu du retard à cause de la lenteur des fournisseurs américains et de passages de nuages de poussière au-dessus du désert où elle est installée, est caractéristique d'une industrie où la flambée des coûts et les obstacles techniques ont retardé tous les projets mis aux enchères. « *Il est un peu trop tôt pour déclarer le succès de l'ingénierie de ce projet ; être prêt pour la réception ne veut pas dire être prêt à fonctionner, ne parlons pas d'être en mesure de garantir des revenus* », a déclaré **Jenny Chase**, analyste senior chez *Bloomberg New Energy Finance*. La centrale et six autres projets qui avaient été lancés au moment des enchères ont acquis des licences à travers lesquelles ils s'engagent à vendre de l'électricité à 197 \$/MWh, soit 43% en dessous de la moyenne de 344 \$/MWh, selon des données compilées par *Bloomberg*. La baisse des prix peut peser sur les finances du projet Godawari, qui dépasse déjà son budget de près de 20%. La hausse des coûts est due à un manque de composants locaux, un cours de la roupie en baisse et un délai de 28 mois qui a limité la capacité à négocier avec les prêteurs et entrepreneurs, selon **Agrawal**. « *J'ai payé pour que mon travail ne s'arrête pas. Nous avons pris un coup* », a dit le directeur, estimant qu'il a payé 25% de plus pour les composants importés en raison du manque de temps. Le fournisseur *Dow Chemical Co.* aurait ainsi pratiquement doublé le prix de son fluide caloporteur critique à 5.67 \$/kg dans les mois suivant sa soumission. Le projet a en outre été freiné quand une tempête de poussière a provoqué l'effondrement d'un bâtiment sur le site, ce qui a retardé la construction d'un mois, alors que la roupie s'est dépréciée de 23% par rapport au dollar depuis la vente aux enchères. La centrale est le premier des sept projets du programme des enchères à être achevé, pour un total de 470 MW et environ 1 milliard US\$ d'investissement. La centrale de *Reliance Power Ltd.* de 100 MW accuse déjà un retard de six mois, tandis que le reste est bloqué par la hausse des coûts et des échecs techniques, selon **Tarun Kapoor**, Secrétaire au Ministère des énergies nouvelles et renouvelables. Godawari a chuté de 34% cette année sur le marché commercial de Mumbai. L'Inde continue de pousser le développement de son industrie d'électricité solaire thermique à travers un appel d'offres visant à atteindre la parité réseau, quand le coût des turbines de génération d'énergie propre égale celui de l'électricité du réseau national de transmission. « *Le solaire thermique est la seule solution pour la parité réseau. Le PV ne permet pas d'y arriver* », déclare **Agrawal**. La technologie solaire thermique a l'avantage de pouvoir stocker et fournir de l'énergie pendant 24 heures, comme les centrales au charbon ou au gaz. La centrale

Godawari n'a pas encore réussi à faire tourner ses turbines toute la nuit, en raison d'un manque de soutien politique. Les promoteurs du programme initial ont souffert d'avoir été les pionniers, selon **Lavleen Singal**, président d'*Acira Solar Pvt.*, qui a fourni les équipements à trois des projets et au gouvernement. Les sociétés, toutes sauf une, qui a choisi de construire sa centrale au Rajasthan, manquaient de données de rayonnement solaire fiables au moment de répondre à l'appel d'offres et ont peut-être choisi le pire endroit pour cela en Inde, selon **Singal**, qui fait référence à la poussière du désert. Les dernières données militent en faveur de Chhattisgarh et du Madhya Pradesh. Les promoteurs ont également été lésés par une surévaluation des fournisseurs américains et européens avec des quasi-monopoles sur des produits de niche comme le fluide caloporteur et les tubes absorbeurs, dit **Singal**. Les projets futurs pourraient maîtriser les coûts en se tournant vers la Chine, qui offre ces deux articles à moitié prix, a-t-il dit. **Godawari**, basé à Raipur, est avant tout un sidérurgiste et un producteur de minerai de fer, et ne s'est mis à l'énergie solaire que pour diversifier ses sources de revenus. « *Ce fut un gros investissement pour un pur sidérurgiste et minier dans un secteur dans lequel il n'a pas d'expérience* », a déclaré **Abhisar Jain**, analyste basé à Mumbai au *Centrum Broking Ltd.* qui a maintenu une recommandation d'achat sur les actions. « *Ça a été un peu la galère sur le stock depuis son annonce* ». La rentabilité de la centrale va dépendre de son efficacité parce que même une légère baisse de la production signifie que « *les rendements du projet baissent rapidement* », a déclaré **Jain**.

Source Natalie Obiko Pearson, Bloomberg, le 17/06/2013

Chine

Les actions à la hausse ...

Les actions des sociétés du secteur solaire PV se sont envolées suite à l'allocation par le gouvernement d'un montant de 1.1 milliard US\$ de subventions pour les installations domestiques, portant le volume global des aides pour cette année à 2 milliards US\$, selon l'agence officielle *Xinhua News*. Le pays a décidé de doubler le plafond du programme de subvention à 40 GW en 2015. Par ailleurs, le *Shanghai Securities News* affirme que les autorités pourraient doubler leurs objectifs pour les installations solaires, alors que le ministre des Sciences et de la Technologie a confirmé les subventions pour plus de 100 développeurs pour une capacité globale de 2.8 GW. Les paiements, dans le cadre du programme Golden Sun, constituent le second volet annoncé cette année. Les sociétés bénéficiaires comprennent *Trina*, *Yingli*, *JA Solar* et *LDK*, alors que ces actions devraient sauver les plus grands

fabricants et leurs fournisseurs, suite à la surcapacité qui a déprécié prix et profits mondiaux. Récemment, le gouvernement a également accordé des prêts à l'industrie à travers la banque chinoise de développement et autorisé les autorités locales à étendre leur soutien à l'industrie. « *Ce que fait la Chine, c'est d'essayer de compenser la diminution des ventes à l'export grâce à des bas prix et des marges plus faibles pour les ventes domestiques. Il s'agit d'un plan de sauvetage dérobé* », souligne l'analyste **Pavel Molchanov** à *Reuters*. La nouvelle de ces subventions arrive au moment où l'alliance des industries PV chinoises prévoit une baisse de 40% des exportations et de 80% des commandes domestiques pour les équipements de production de produits solaires. « *Près 90% des producteurs de p-Si ont arrêté leur production en raison de la chute de la demande. Même si certaines grandes entreprises font de gros efforts pour continuer, leur capacité utilisée reste très faible* », a déclaré **Wang Bohua**, Secrétaire Général de l'organisation.

Source Oliver Wagg, le 18/12/2012

... ou le solaire sous perfusion

Pékin double les « subventions » du secteur solaire à 13 milliards de ¥. Selon *Xinhua*, la Chine va également doubler le parc public installé, à 40 GW d'ici 2015, après l'avoir doublé à 21 GW en septembre. C'était indispensable pour sauver de la faillite ses groupes de panneaux solaires tels *Trina Solar* ou *Suntech* – en surcapacité, victimes de l'arrêt des achats en Europe et aux USA, et des tarifs antidumping (effectifs aux USA, en préparation en Europe). Car ces conglomérats ont pratiqué la course à l'investissement, quitte à vendre à perte, soutenus par l'Etat (qui vise une position dominante mondiale) et les provinces (qui se font concurrence). Quand vient la crise mondiale, tout s'arrête, et le pouvoir « dépanne ». Par exemple, la branche suisse de *Jinkosolar* obtiendra d'ici 2017 jusqu'à un milliard de \$ de la *China Development Bank*, en subventions à des projets hors frontière.

Selon le même mécanisme, le pouvoir central sauve un à un ses secteurs de pointe, comme l'industrie ferroviaire (TGV) qui reçoit contrats et primes pour franchir la mauvaise passe. Telle est la raison probable, selon l'économiste P. Chovanec, de l'absence cette année de tout stimulus de relance. Mais cela pose des questions obsédantes sur le modèle économique. Jusqu'à quand l'Etat peut-il soutenir des conglomérats sans marchés ? Comment éviter l'éclatement de la bulle de leurs mauvaises dettes ? Et comment réaffecter les crédits vers les milieux qui créent de la vraie valeur et des emplois – à savoir, les PME ?

"Le vent de la Chine" édité par *China Trade Winds (Hong Kong)*.

Impact des ambitions chinoises

Les informations en provenance de la Chine au sujet des plans de développement des énergies renouvelables occupent une place importante dans les magazines spécialisés en ce début d'année. La Chine projette d'installer 49 GW de capacités nouvelles réparties comme suit : 21 GW d'hydroélectricité, 18 GW d'éolien et 10 GW de solaire, selon les chiffres publiés par l'Administration nationale de l'énergie. Les fabricants locaux de panneaux solaires sont optimistes. *Trina Solar* a récemment annoncé que ses expéditions allaient croître de 30% en 2013 et *Jinko Solar* espère entre 20 et 30% de croissance, dans l'espoir que le marché mondial connaîtra une croissance – les gains en Asie (plus spécialement en Chine) et aux Etats-Unis devraient compenser le déclin en Europe – et que la chute des prix va ralentir ou même s'arrêter cette année. *Yingli Green Energy*, qui a atteint un record de 2.2 GW d'expéditions en 2012 ouvre cette année avec des perspectives d'expansion importantes. Les investisseurs ont rapidement répondu avec un regain d'intérêt pour ce déprimé ; *Suntech* et *LDK* ont connu un regain de soutien des investisseurs. Des inquiétudes demeurent, cependant, à propos de la viabilité financière des fabricants solaires nationaux dans un marché fortement nourri par le gouvernement.

D'autre part, la forte demande chinoise modifie le paysage des fournisseurs de BOS. En effet, l'adoption d'objectifs agressifs par le gouvernement – plus de 7 GW cette année et 35 GW en projet – ouvre des opportunités pour les fournisseurs de BOS, dans un marché historiquement fermé aux fournisseurs étrangers, selon *NPD Solarbuzz*. Le marché chinois du BOS devrait atteindre 3.1 milliards US\$ cette année et à peu près 4 milliards US\$ en 2017, prédit la firme.

Source REW.com, le 22/01/2013

• Nouveaux Programmes

Japon

La renaissance du secteur solaire japonais

Les installations solaires PV au Japon ont maintenant atteint les 10 GW ciblés de capacité cumulée. C'est seulement le 5^{ème} pays à atteindre ce niveau après l'Allemagne, l'Italie, la Chine et les Etats-Unis. Ces deux derniers pays ont atteint cette capacité récemment selon l'enquête trimestrielle de *NPD Solarbuzz Asie Pacifique*. Cette nouvelle marque pour l'industrie solaire japonaise arrive neuf ans après que l'empire ait été le premier pays à atteindre 1 GW de capacité cumulée en

2004. Le ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie (METI) avait lancé un programme de subventions pour les systèmes PV résidentiels depuis 1994. Doté de 2 milliards de yens de budget annuel, il subventionnait 50% du coût du système. Jusqu'en 2005, le Japon avait la plus grande capacité solaire PV installée. Cette position dominante a été obtenue grâce à une batterie de programmes bien gérés avec des incitations attractives. La croissance rapide du marché japonais a été un élément déterminant dans la position dominante de l'industrie solaire japonaise. Les fabricants qui ont profité de la première phase des initiatives du gouvernement comptent parmi eux les principaux géants actuels, *Sharp*, *Sanyo* et *Kyocera*. Le développement du solaire PV au Japon dans le milieu des années 2000, en partie grâce au programme énergétique de 10 ans adopté en mars 2002 et qui visait notamment une extension du nucléaire à 30% en 2011. Cela supposait la construction de 9 à 12 nouvelles centrales nucléaires, soit 17 GW. En juillet 2012, le gouvernement fédéral a lancé un programme FiT pour accélérer le déploiement de technologies renouvelables à grande échelle. Cela s'est traduit par un boom du secteur solaire PV dans les 12 derniers mois qui explique que le Japon est le 5^{ème} pays avec 10 GW de capacité cumulée installée, atteignant 10.5 GW à la fin du mois d'août 2013. Jusqu'à la fin 2012, le marché japonais était principalement concentré sur les toitures, qui en détiennent 97%. Durant les premiers huit mois de l'année, le segment des centrales au sol a atteint 27% des nouvelles capacités installées. Pour les trois premiers trimestres de 2013, il est prévu d'installer plus de capacité solaire PV que durant les trois ans entre 2010 et 2012. A la fin du mois d'août 2013, les installations solaires en toiture dominaient le marché, avec 89%, aussi bien en nombre de projets qu'en capacité installée. Les 11% restants sont répartis entre installations au sol et hors réseau.

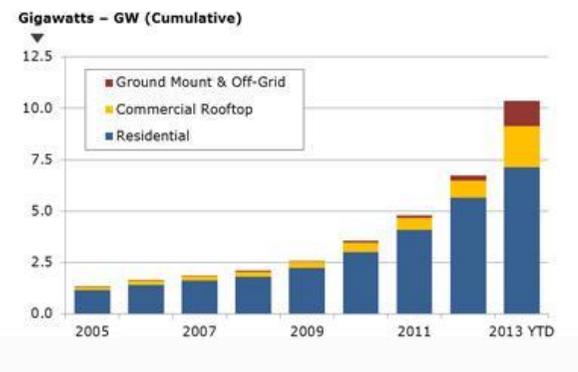


Figure 1 : Capacité cumulée à fin août 2013. Source NPD Solarbuzz

Avec une nouvelle demande issue du secteur commercial et des utilités, l'industrie fait face à de nouveaux défis. Ainsi, récemment, les développeurs de projets ont connu une pénurie des modules et beaucoup de retard dans les processus d'acquisition des permis et d'accès au réseau. De nombreux fabricants de modules ont les carnets de commande pleins jusqu'au début 2014, ce qui crée un goulot d'étranglement sur la fourniture locale et met une pression de court terme sur les prix. Toutefois, comme la fourniture de composants suit la demande, l'érosion des prix est anticipée, à l'instar de la tendance observée sur tous les grands marchés au niveau mondial. Malgré des perspectives à très court terme, les questions sur la viabilité du programme FiT japonais (ainsi que les inquiétudes croissantes sur la congestion du réseau) ont soulevé de nouvelles inquiétudes au sujet d'une possible « bulle » PV japonaise, semblable à celle de certains pays européens dans un passé récent. Il reste à voir comment les administrateurs vont gérer ce problème potentiel au cours de 2014. Bien évidemment, l'évolution de la demande sera dictée par l'aptitude des régulateurs à continuer d'approuver les installations du programme FiT et aussi par celle des développeurs à obtenir les permis pour les terrains et la connexion au réseau. Si les installations augmentent trop vite, le gouvernement pourrait intervenir soit en plafonnant les installations annuelles soit en réduisant les incitations (soit par une combinaison des deux). Des mesures correctives pourraient être mises en œuvre avant le début de la nouvelle année fiscale japonaise, en avril 2014. Malgré ces défis, tous les experts s'accordent à voir le Japon durablement installé à la deuxième place pour 2013, derrière l'incontournable Chine. Comme la dynamique du marché japonais diffère sensiblement de celle de la Chine (tarification, primes de propriété, accès aux fournisseurs étrangers), ces deux pays ont désormais positionné la région Asie Pacifique comme moteur de la demande pour la seconde moitié de 2013.

Source Finlay Colville, Solarbuzz, le 16/09/2013

Inde

Solaire substitué au charbon ?



Le charbon représente aujourd'hui 60% des sources de production d'électricité en Inde alors que le solaire culmine à 1%. Mais le coût, un facteur décisif dans ce choix, qui était plus favorable pour le charbon d'un facteur 7 il y a seulement 2 ans, est revenu à un facteur 1.8. Le solaire peut-il rattraper son retard dans les dix prochaines années. En 2011, de grandes centrales au charbon ont signé des contrats d'achat d'énergie (CAE ou PPA pour Power Purchase Agreement en anglais) pour 3.3 c€/kWh alors que le solaire tournait autour de 21.6 c€/kWh. Aujourd'hui, le solaire à grande échelle connecté au réseau est vendu autour de 8.4 c€/kWh, alors que le charbon importé, en augmentation en raison d'un déficit de capacité de 10% (en base) exacerbée par la hausse rapide de la demande, vaut aujourd'hui 4.8 c€/kWh compte non tenu des subventions et externalités. Et cela ne relève pas les défis des villages connectés au réseau et encore moins celui des centaines de millions de citoyens qui sont hors réseau. Une solution est apportée par l'énergie solaire domestique, centralisée ou distribuée, qui peut être construite de façon relativement rapide pour n'importe quelle taille et qui va occuper moins de 1% des terres. Quatre facteurs, pour que l'énergie solaire puisse se substituer au charbon en Inde, dans la prochaine décennie, selon **Tobias Engelmeier**, directeur général de *Bridge to India*.

1. Les coûts à long terme. Baisser les coûts du solaire à 6 c€/kWh dans les deux prochaines années et encore plus par la suite, nécessitera d'améliorer les matériaux, la production et les rendements mais la tendance des coûts du solaire à long terme est radicalement baissière. Le coût des carburants fossiles non renouvelables, y compris le charbon, va dépendre de plus en plus de la fourniture et de la demande des marchés à l'étranger.

2. Les coûts des infrastructures et de la gestion du réseau. L'intégration à grande échelle du solaire va nécessiter des investissements supplémentaires pour un certain nombre de domaines comme le stockage et la réponse rapide à la demande. D'autre part, ajouter plus de centrales et donc d'importations de charbon signifie plus d'infrastructures minières et une chaîne de fournitures pour les importations. La comparaison reste encore difficile à faire.

3. L'évaluation des externalités. Au-delà du prix du marché final, le charbon a des coûts « externes » supplémentaires importants qui devraient être pris en compte, comme la pollution et les émissions de gaz à effet de serre, l'usage de l'eau, la dégradation des sols, etc. Le poids de ces coûts va être de plus en plus important.

4. La valorisation de la sécurité énergétique. Il convient de remarquer comment les décisions de politique étrangère américaine, y compris les guerres, prises dans les dernières décennies ont été liées à la dépendance au pétrole importé. On ne peut pas s'attendre à ce que l'Inde suive le même chemin, compte tenu de la politique mondiale et des situations de la fourniture actuelle. La sécurité énergétique passe donc nécessairement par cette substitution.

Source REW.com, le 21/10/2013

Chine

Appétit soutenu pour les panneaux

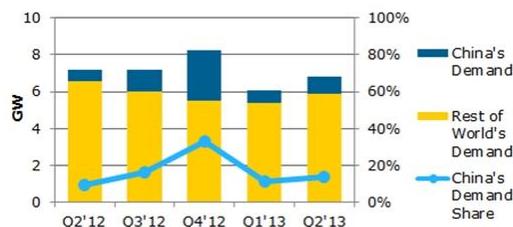


Figure 2 : Evolution de la demande mondiale

La Chine aurait consommé 33% des ventes mondiales de panneaux durant le quatrième trimestre 2012, selon une enquête de NPD Solarbuzz. Les fabricants expriment souvent le besoin de mise en place de stratégies localisées pour faire face à cette demande très contrastée de la Chine. Il est établi que le marché chinois domine de plus en plus les ventes de panneaux solaires PV. Il y a tout juste deux ans, le marché final chinois représentait moins de 10% de la demande PV mondiale. Avec les

33% atteints durant le dernier trimestre 2012, un nouveau chapitre s'est ouvert pour l'industrie solaire, avec la Chine prenant une place centrale non plus seulement dans l'amont mais également dans l'aval. Plusieurs facteurs contribuent à cet essor de la Chine, comme la baisse d'activité en Europe avec la réduction des subventions et des politiques domestiques volontaristes destinées à soutenir les fabricants nationaux chinois. La demande mondiale de solaire PV a augmenté de 8.3 GW au dernier trimestre 2012, provoquant la ruée attendue par tous les fournisseurs. Cependant, cette transition de l'Europe vers la Chine pose de nouveaux défis à l'industrie PV. Le marché final chinois fait appel à des circuits multiples qui définissent les prix, les types de modules et les itinéraires empruntés vers le marché chinois. Cependant, en raison des obstacles issus de la guerre du commerce mondial, le plus grand défi sera pour les fabricants chinois limités à une activité domestique. La demande chinoise continue d'être fortement influencée par la demande finale. En 2012, la demande du dernier trimestre en Chine a représenté près de 60% de la demande annuelle. Cependant, cette progression de la demande est un dilemme important pour les fournisseurs dans leur lutte pour équilibrer les primes liées aux expéditions de fin d'année avec les risques de hausse des stocks et donc de dépréciation potentielle en début d'année. En fait, c'est seulement au cours du dernier trimestre 2012 que les stocks des fabricants ont chuté. Cela est précisément arrivé en raison de la demande de fin d'année en Chine, qui a provoqué une demande supérieure à l'offre disponible des lignes de production. Cela a provoqué une diminution de 4% des stocks des fabricants entre les 3^{ème} et 4^{ème} trimestres. Les fabricants qui réussiront à élargir leur marché final devraient atteindre un sain équilibre entre la production trimestrielle et le niveau des expéditions en 2013. En outre, la couverture contre les effets des différentes guerres commerciales, qui devraient être réglées dans le courant de cette année, sera également essentielle pour avancer.

Source Michael Barker, Solarbuzz, le 22/01/2013

Offensive des couches minces

Hanergy Holdings Group, fabricant chinois spécialisé en modules en films minces, espère profiter de la mauvaise passe des fabricants de panneaux au silicium pour gagner des parts de marché. « Une nouvelle ère s'ouvre pour la technologie couches minces. Le marché demande des équipements moins coûteux, plus flexibles et ouvert sur plus d'usages », souligne **Li Hejun**, président de la société, qui espère bénéficier des pertes de *Suntech Power Holdings Co.* et *LDK Solar Co.* Hanergy a acquis deux sociétés, outre-Atlantique, dont la californienne *MiaSole Inc.*, l'an passé, avec pour objectif d'améliorer sa technologie et de concurrencer *First Solar*, le leader mondial de la filière. Les autres rivaux sont les japonais *Solar Frontier* et *Sharp*. Le prix moyen

des panneaux au silicium a baissé de 28% l'an passé, alors que celui des panneaux en film mince a chuté de 19%, selon *Bloomberg*. L'équipement en couches minces « peut gagner des parts de marché dans le futur si le coût de production peut être maintenu sous 60 c\$/Wc, sans que cela implique de remplacer les produits au silicium cristallin ; ces derniers ont en effet prouvé leur fiabilité à long terme, et plus important, possèdent un fort potentiel d'amélioration du rendement », selon **Wang Xiaoting** de *Bloomberg*. *Hanergy* prévoit de développer plus de 2 GW de centrales solaires dans le monde cette année avec ses propres panneaux, confirme **Li**, qui affirme que la Chine va représenter au moins 40% de ses ventes en 2013. « Nos coûts tournent autour de 50 c\$/W et nous visons une réduction de 10% cette année. Le marché international est très bon pour les films minces qui ne sont pas visés par les mesures antidumping et antisubventions en Europe et aux Etats-Unis », ajoute-t-il.

Source *Bloomberg News*, le 08/03/2013

Le photovoltaïque chinois dans la tourmente



Mise à mal par une crise de surproduction qui a réduit ses profits à néant, l'industrie solaire chinoise continue de survivre grâce aux crédits illimités que lui accordent les autorités. Dans ce contexte, les conclusions de l'enquête antidumping européenne sont attendues avec anxiété. Après l'ouverture en septembre 2012 d'une enquête antidumping sur les importations de panneaux et cellules solaires en provenance de Chine, la commission européenne a remis le couvert en février, en s'intéressant cette fois aux importations de verres solaires. Composant essentiel des panneaux solaires, le verre solaire représente en Europe un marché d'environ 200 millions €. Or l'industrie photovoltaïque chinoise est déjà touchée par les droits de douane mis en place par les Etats-Unis à son encontre en mai 2012. Et les conséquences de sanctions européennes pourraient avoir un effet d'autant plus important que selon le ministère du commerce chinois, l'UE absorbe 70% d'une production destinée jusqu'ici à 90% à l'exportation. Les résultats de la première enquête antidumping, qui devraient être annoncés au plus

tard en décembre prochain, prennent donc des airs de couperet pour une industrie par ailleurs sinistrée par une crise de surproduction que le gouvernement n'a jusqu'ici pas réussi à endiguer et plombée par un niveau de dette préoccupant. Selon le cabinet de conseil américain spécialisé dans les énergies renouvelables *GTM Research*, les entreprises chinoises étaient l'année dernière en mesure de produire l'équivalent de 50 GW de panneaux, alors que le marché intérieur ne pouvait en absorber qu'environ 5 GW, et les exportations 19 GW. Résultat, 90% des entreprises de polysilicium ont arrêté leur production en 2012, et la plupart des acteurs du secteur ont un niveau de dette préoccupant. Selon la banque d'investissement américaine *Maxim Group*, les dix plus gros fabricants chinois cotés en bourse présentaient à la fin du premier trimestre 2012 une dette cumulée de 17.5 milliards US\$. Et la valeur de l'action à la bourse de New York du premier d'entre eux, *Suntech*, a baissé de 98% depuis 2008... Pourtant, le secteur résiste pour l'instant à la faillite. Tout en continuant à soutenir l'industrie via les lignes de crédit infinies que fournissent aux entreprises les banques étatiques (sans compter de nombreux avantages accordés par les gouvernements locaux), les autorités veulent régler le problème en dopant le marché intérieur. C'est dans ce contexte que le gouvernement a annoncé en janvier son ambition d'ajouter 10 GW de capacité installée d'ici la fin de l'année. Parallèlement, l'objectif de capacité installée prévu par le 12^{ème} plan quinquennal (2011-2015) a été revu à la hausse pour la quatrième fois consécutive. Il prévoit désormais d'atteindre 35 GW en 2015. Un chiffre qui tranche avec les 7 GW installés que comptait le pays fin 2012, et qui ferait bientôt de la Chine le premier marché mondial du photovoltaïque.

Une étude de l'institut économique suisse *Prognos*, souligne que les taxes sur les produits chinois importés auraient des effets néfastes pour le marché européen du solaire et sur l'emploi, dans la mesure où la hausse des prix sur ces produits impliquerait également une hausse des coûts d'installation et de toute la chaîne de valeur. « En conséquence, la viabilité de l'installation de modules photovoltaïques dans de nombreux marchés sera impactée négativement, en d'autres termes, le marché européen diminuera », indique *Prognos*, qui évalue des pertes d'emplois pour le secteur allant jusqu'à 200 mille en 2015. Pour autant, ces efforts, aussi impressionnants soient-ils, ne devraient pas suffire à redonner la santé à l'industrie. « Les autorités prennent un peu leurs rêves pour des réalités, commente **Shyam Mehta**, analyste spécialisé dans le photovoltaïque à *GTM Research*. Il y a des limites à la vitesse à laquelle un marché peut croître, et la Chine partait presque de rien. La seule solution pour résoudre la crise sans trop de dégâts est donc de rationaliser la production. Les crédits doivent être accordés de façon plus sélective, uniquement aux entreprises compétitives. Mais je ne pense pas que cela arrivera à court terme. En attendant, cette crise a au moins l'avantage de pousser la Chine à installer de plus en

plus de panneaux, ce qui est plutôt positif sur le long terme ». L'année dernière, l'idée d'un désengagement partiel de l'Etat visant à laisser certaines entreprises faire faillite pour permettre à d'autres de renouer avec les profits a été largement débattue dans les médias et dans les milieux dirigeants. Mais les autorités semblent rechigner à abandonner tout espoir de revoir les milliards de yuans prêtés. De leur côté, les gouvernements locaux ne veulent pas se séparer d'une industrie créatrice d'emploi et dont le développement est considéré comme un accomplissement politique. « *Le photovoltaïque est considéré comme une industrie stratégique, il est donc normal que le gouvernement accompagne son développement. Cependant, il ne faut pas s'acharner lorsqu'il est déjà trop tard* », estime **Meng Xiangan**, vice-président de la Société Chinoise des Energies Renouvelables, un institut de recherche proche du gouvernement. « *Nous avons subventionné l'industrie aveuglément, et devons aujourd'hui en payer le prix : je pense que la moitié des entreprises doivent quitter le secteur, que ce soit en faisant faillite ou en fusionnant entre elles* », ajoute-t-il. Difficile de dire si le gouvernement se résoudra à de telles mesures, comme les déclarations de certains dirigeants l'ont laissé entendre. Pour l'heure, tous les acteurs du secteur attendent avec anxiété la décision de la commission européenne, car la nature et l'ampleur des barrières douanières détermineront en grande partie leur avenir. « *On estime que notre production est environ 30% moins chère que celle de l'Europe. Nous risquons donc d'être exclus du marché européen si les futures taxes couvrent cet écart* », rappelle **Meng Xiangan**.

Source Gaël Bernard, le 11/03/2013

En attendant les taxes européennes...

De nombreux signes du secteur solaire montrent une stabilisation après 2 ans de repli, même si la nouvelle guerre commerciale en cours risque de dégénérer. L'image principale qui se dégage est un optimisme mesuré qui revient après un repli causé par une surcapacité globale massive. Mais ce redressement reste très fragile, et le secteur pourrait facilement revenir à la tourmente si la guerre commerciale actuelle continue d'augmenter. Commençons par jeter un œil à la dernière orientation de *Trina*, un des principaux acteurs du secteur, dont la nouvelle mise à jour des orientations au premier trimestre semble relativement positive. Les nouvelles les plus optimistes de *Trina* confirment la prévision précédente d'une marge brute au premier trimestre de l'ordre de 1 à 3%, qui montre une poursuite de l'amélioration constante de 0.8% au troisième trimestre de l'an dernier à 1.9% au quatrième trimestre. Moins positif, *Trina* a revu à la baisse sa précédente prévision des ventes au premier trimestre, d'environ 7% à 390-400 MW. Les investisseurs semblaient se concentrer sur les bonnes nouvelles avec l'amélioration des marges faisant monter les actions *Trina* de 4.6% après la

publication du rapport. D'autres actions solaires ont connu la même tendance, avec *Yingli* et *JA Solar* en hausse de 3.8% et 6.9%, respectivement. Alors que *Trina* prévoyait une stabilisation, les perspectives sont moins certaines en raison de la guerre commerciale qui a vu les Etats-Unis imposer des taxes antidumping sur les cellules solaires chinoises et l'Union Européenne s'apprêter à leur emboîter le pas. Les médias chinois rapportent que la riposte est imminente, une batterie de mesures répressives contre les subventions injustes étant prêtes contre les fabricants de polysilicium des Etats-Unis, de l'Europe et de la Corée du Sud. Les analystes citant le rapport soulignent que les résultats de l'enquête sont prêts depuis un moment mais que la Chine attend de voir si l'Europe va vraiment appliquer les taxes annoncées de 37 à 68%. La Chine avait indiqué vouloir négocier un compromis pour résoudre cette crise mais l'Europe n'a manifesté aucune réaction positive à cet appel. Il faut dire que la Chine a eu un an pour réagir et n'a rien fait jusqu'à la conclusion de l'enquête européenne. Cela dit, les taxes chinoises ne peuvent qu'avoir des effets négatifs ; les coûts vont grimper pour les fabricants chinois, mais vont également affecter les producteurs européens et américains qui comptent la Chine comme un de leurs marchés majeurs. Enfin, regardons le cas de l'ex-super star *Suntech*, qui vient juste d'annoncer qu'une majorité des détenteurs de plus de 500 millions US\$ de ses dettes ont accepté de renégocier celle-ci. Le paiement des bons était prévu initialement en mars mais la société n'a pu l'honorer en raison d'un manque de liquidités. Une majorité des créanciers avaient accepté une extension du remboursement jusqu'au 15 mai 2013, date qui a été prolongée jusqu'au 28 juin 2013. Cette dernière extension indique que les deux parties croient à une solution et que *Suntech* pourrait régler ses problèmes de liquidités, ce qui explique que l'action ait gagné 11% à l'annonce de cette nouvelle. La route vers l'embellie est certes semée de défis et les experts ne donnent encore que 50% de chances à la société d'émerger de sa faillite comme compagnie indépendante.

Source Doug Young, *Young's China Business*, le 16/05/2013

Objectif 35 GW en 2015



La Chine, premier producteur de panneaux solaires du monde, envisage de multiplier par cinq la capacité solaire installée à plus de 35 GW en 2015, pour soutenir une industrie en grande difficulté, avec des profits en baisse, des exportations en forte réduction et une offre surabondante. Le pays va ajouter 10 GW annuels pour les trois prochaines années, selon un communiqué du Conseil d'Etat publié sur le site officiel du gouvernement le 15 juillet dernier. Cela permettra de réduire la dépendance de l'industrie par rapport aux exportations et de résoudre le problème de surcapacité qui a contribué à la chute de 20% du prix moyen des panneaux l'an dernier, selon les données publiées par *Bloomberg*. La Chine fournira un soutien au crédit pour les fabricants photovoltaïques rentables et encouragera la restructuration et l'investissement à l'étranger, selon le communiqué, qui ne précise pas la période sur laquelle est calculée la rentabilité. Les chiffres se sont améliorés dès cette annonce : sur le marché de Shanghai, *Risen Energy* a gagné 10%, son gain le plus élevé depuis février, et *Hareon Solar Technology* 6.8%. « *Bien que le gouvernement chinois soit déterminé à stimuler le marché domestique, cela ne suffira pas à résorber la surcapacité. Les prix des panneaux seront stables en 2013* », a déclaré **Wang Xiaoting**, analyste chez *Bloomberg New Energy Finance* à Beijing. La Chine va également offrir des exonérations aux sociétés solaires qui en achètent d'autres, fusionnent ou réorganisent leurs opérations. Le gouvernement encourage les fabricants de silicium à créer des partenariats avec les entreprises chimiques.

Source Feifei Shen, *Bloomberg*, le 15/07/2013

• Programmes PED

Bangladesh

Microréseau Upsolar

Upsolar, un fournisseur international de modules solaires, produit désormais de l'électricité pour les écoles de Khamarbahpata et Nowshala (130 enfants entre 10 et 15 ans), dans le milieu rural au Bangladesh. *Energie Assistance France (EAF)*, une organisation de volontaires, associée avec *Cefely Ineo Groupe* de *GDF Suez* qui soutient les communautés non électrifiées, a fourni 1.38 kW de modules *Upsolar* à *Friendship*, une ONG bangladaise agissant dans le développement économique, comme élément du projet de microréseau solaire scolaire. Le système produit suffisamment pour alimenter le complexe entier et des stations de charge communales. « *L'impact de ce projet va bien plus loin que les 130 élèves, avec l'alimentation de 5 ordinateurs et de stations de charge de téléphones cellulaires pour toute la*

communauté. Nous faisons plus que produire de l'énergie propre ici – nous ouvrons de nouvelles lignes de communication et cultivons des opportunités économiques », a déclaré **Pierre Moench**, ingénieur du groupe *Suez* et volontaire chez *EAF*. *Upsolar* et *EAF* collaborent également dans des projets en Afrique et *Friendship* envisage d'implanter des projets identiques le long du Gange avec pour objectif d'électrifier des millions de personnes. « *La pauvreté énergétique affecte beaucoup trop de communautés à travers le monde, et des projets comme celui-ci démontrent le changement de vie potentiel grâce aux énergies renouvelables, même à très petite échelle. La responsabilité sociale et environnementale des entreprises est dans l'ADN de notre société et nous sommes donc engagés à faire notre part pour venir en aide aux nécessiteux aux côtés d'honorables organisations comme EAF et Friendship* », a déclaré **Anne Torricelli**, responsable chez *Upsolar*.

Source AEA.com, le 10/10/2013

• Compagnies

SMA achète le chinois JZNE

Le groupe allemand *SMA* va acquérir le fabricant d'onduleurs chinois *Jiangsu Zeversolar New Energy Co., Ltd. (JZNE)*. Encore suspendue à l'accord du gouvernement, le leader allemand a annoncé son intention d'acheter 72.5% de la société, meilleure façon de plus s'ouvrir les portes du marché chinois. Le PDG de *SMA*, **Pierre-Pascal Urbon** a déclaré espérer cette JV pour 2013 pour pleinement profiter d'un marché en expansion. « *Nous profitons de cet chance historique pour ancrer SMA dans un marché naissant en pleine croissance et renforcer notre position de leader mondial* », a-t-il précisé. La société chinoise produit une large gamme d'onduleurs allant des usages résidentiels aux besoins industriels.

Source AEA.com, le 24/12/2012

Yingli embauche

Yingli Green Energy société Holding Co. Ltd prévoit d'embaucher 2 000 ouvriers pour faire face au marché croissant solaire domestique, selon l'agence de nouvelles *Xinhua*. Le vice-président de la société *Wang Xiangdong* a également révélé à *Xinhua* que *Yingli* prévoit d'investir 2,4 milliards de dollars pour construire une nouvelle usine de production dans la province de Hainan. Les lignes de production de *Yingli* sont en pleine activité et leur output est à peine capable de répondre aux commandes, rapports de *Xinhua*. Selon les derniers résultats financiers, 28% du chiffre d'affaires de *Yingli* dans le troisième trimestre provenait de ventes intérieures.

Sources: Xinhua

http://news.xinhuanet.com/english/china/2012-11/30/c_132008298.htm

http://www.china.org.cn/business/2012-12/02/content_27287538.htm

La saga de la dette de Suntech

Suntech s'est arrangé pour reporter une échéance de paiement importante de deux mois, au 15 mai 2013. Cela ne fait qu'accentuer les rumeurs au sujet de cette échéance relative à une dette colossale de 541 M\$, présentée par tous les analystes comme un véritable test de la réelle volonté de la Chine d'assainir l'industrie du solaire. Le *World Street Journal* a publié une analyse documentée sur le paiement de cette dette et sur ses implications. Les spéculations vont de l'hypothèse d'un très prochain sauvetage par l'Etat à une prise de contrôle de *Suntech* par une tierce partie. Des discussions engagées avec un partenaire majeur, *GSF*, semble avoir levé un obstacle pour les deux scénarios en même temps. Le flou qui entoure cette affaire est exacerbé par le départ de son président fondateur, **Zhengrong Shi**, qui résistait à cette « *expropriation* ». Des rapports font état d'une poursuite par une poignée de prêteurs pour une dette conditionnée à la présence de **Shi** dans la société. Ce dernier a qualifié ce qui semble être un renvoi venu des plus hautes sphères de « *désastre* » et d'« *illégal* » alors même que la compagnie qu'il dirige n'a trouvé aucune solution pour financer les échéances du 15 mars 2013.

Source REW.com, le 12/03/2013

Suntech, gravement endetté, repris

L'un des plus grands fabricants mondiaux de panneaux solaires, *Suntech Power*, est presque à court de liquidités et est prêt à être repris partiellement ou totalement par la Holding de l'administration municipale de sa ville natale, Wuxi, en Chine, ont déclaré les dirigeants de la compagnie ainsi qu'un fonctionnaire de Wuxi, ce mercredi (13 mars).

Une femme répondant au téléphone dans les bureaux de la direction du siège social du groupe de *Wuxi Guolian*, la société holding, a déclaré qu'un accord avait déjà été conclu pour l'acquisition de *Suntech*, qui est cotée à la Bourse de New York. La femme a refusé de s'identifier. **Rory Macpherson**, directeur de *Suntech*, en charge des relations avec les investisseurs, a refusé de répondre à une question sur *Wuxi Guolian*, en disant par e-mail uniquement : "Notre politique est de ne pas commenter les rumeurs du marché." *Suntech* a été conduit au bord du gouffre par une obligation de payer plus de 541 millions de dollars aux détenteurs d'obligations convertibles à la fin de cette semaine. *Suntech* a cessé de publier ses rapports financiers l'an dernier après avoir révélé en Juillet qu'il avait investi 530 millions d'euros dans des obligations

allemandes qui pourraient s'avérer frauduleuses. D'après les analystes, les réserves de trésorerie de la société n'ont cessé de diminuer, et les banques d'Etat chinoises ont été réticentes à prêter davantage ces derniers mois. *Suntech* a annoncé avoir conclu un accord avec les trois cinquièmes de la masse des obligataires en début de semaine lui donnant un sursis de deux mois pour trouver une réponse à ses problèmes financiers. Mais certains détenteurs d'obligations ont mis en doute l'annonce, affirmant qu'ils n'ont même pas été approchés au sujet d'un sursis. Les obligations convertibles de *Suntech* ne se négociaient cette semaine qu'à 30 cents de dollar. Ses actions ont clôturé à 1,09 \$ mardi, en baisse de 5,2 % pour la journée et de 63,2 % au cours des 12 derniers mois. Ce qui n'était pas clair mercredi soir, c'étaient les conditions offertes aux porteurs d'obligations de *Suntech* ou à ses actionnaires qui souffrent depuis longtemps déjà. Les actionnaires pourraient avoir à décider d'une opération de fusion, en particulier si cela devait avoir lieu sans un dépôt de bilan initial pour effacer la dette. *Suntech* a annoncé mardi qu'il allait fermer son usine de Goodyear en Arizona, soit 43 emplois. L'usine encapsulait des cellules afin que les panneaux solaires ainsi assemblés soient éligibles aux subventions "Buy American". L'effondrement de *Suntech* est un jalon important dans le déclin précipité de l'industrie chinoise de l'énergie verte ces quatre dernières années. Plus que tout autre pays, la Chine a fortement misé sur les énergies renouvelables comme réponse à ses problèmes liés à la grave pollution de l'air et une forte dépendance des importations d'énergie en provenance de pays politiquement instables du Moyen-Orient et d'Afrique. La Chine est également exposée au réchauffement de la planète sur sa côte densément peuplée, dont le DoE (Département de l'Energie) à Washington a estimé que le nombre de personnes vulnérables à un déplacement de population lié à l'augmentation du niveau de la mer est le plus élevé au monde. L'approche de la Chine vis-à-vis des énergies renouvelables s'est avérée ruineuse, financièrement et surtout en termes de relations commerciales avec les États-Unis et l'Union européenne. Les banques publiques ont fourni 18 milliards de dollars sous forme de prêts à des conditions avantageuses aux fabricants chinois de panneaux solaires, finançant une augmentation de plus de dix fois la capacité de production de 2008 à 2012. Cela a déclenché une baisse de 75% des prix des panneaux au cours de cette période, entraînant des pertes pour les entreprises chinoises de près de 1\$ pour 3\$ de ventes l'an dernier. Ces prêts énormes et les prix extrêmement bas ont incité **SolarWorld**, une société allemande, et sa filiale américaine à déposer des plaintes antidumping et antisubventions aux États-Unis et auprès de l'Union européenne contre les importations de panneaux solaires en provenance de Chine. Les États-Unis ont réagi avec des droits de douane de l'ordre de 40 % sur les cellules et panneaux solaires en provenance de Chine et l'Union européenne devrait livrer son verdict cet été. *Yotam Ariel*, le directeur général de

Bennu Solar, une société de conseil à Shanghai, a déclaré que la fermeture de l'usine de l'Arizona était "encore une autre indication d'une lutte difficile." **Ocean Yuan**, le président de *Grape Solar*, un importateur de panneaux solaires, basé à Eugene, dans l'Oregon, a déclaré que la prise de contrôle de *Suntech* par *Wuxi Guolian* devrait aider le gouvernement municipal à sauver au moins quelques-uns des 10.000 emplois qui pourraient être détruits, en cas de liquidation de la société. La chute de *Suntech* en tant que société indépendante intervient après un long déclin dans les prix des panneaux solaires qui se stabilisent - mais pas à l'avantage des fabricants. Comme les banques d'Etat chinoises ont cessé d'octroyer des crédits à des conditions très généreuses, les exportateurs de panneaux solaires chinois ont perdu la capacité de laisser leurs acheteurs attendre aussi longtemps que quatre mois avant de payer les livraisons, a déclaré **M. Yuan**. Désormais, même les rivaux taiwanais des fabricants chinois ont commencé à exiger le paiement à la livraison, un changement qui accentue la pression financière sur les installateurs de panneaux solaires aux Etats-Unis qui n'ont probablement pas de grandes lignes de crédits bancaires pour financer les stocks eux-mêmes.

Wuxi Guolian est une entreprise importante. Selon son site Web, l'entreprise, active dans les services financiers et l'immobilier, a été mise en place par le gouvernement municipal de Wuxi en mai 1999 et compte maintenant 75 filiales en propriété exclusive dont l'actif total est de 42,6 milliards de yuans, soit 6,9 milliards de dollars. Wuxi est une grande ville industrielle située à 120 kilomètres, au nord-ouest de Shanghai. *Suntech* a été fondé par **Shi Zhengrong**, un scientifique chinois qui a étudié la technologie solaire en Australie et est retourné à Wuxi il y a dix ans pour bâtir ce qui est devenu en 2011 le plus grand fabricant mondial de panneaux solaires, avant que les sanctions commerciales et les problèmes financiers ne l'obligent à des réductions. De longue date **Dr. Shi** a bénéficié du soutien actif du maire de Wuxi, **Zhu Kejiang**, qui a été muté au début de l'hiver pour devenir le secrétaire municipal du Parti dans une autre ville, mouvement qui fait partie d'un vaste remaniement de fonctionnaires du Parti communiste après la sélection de **Xi Jinping** en tant que nouveau secrétaire général du parti en novembre dernier. Le conseil d'administration de *Suntech* a démis le **Dr Shi** de ses fonctions de président la semaine dernière. Le site Web du Quotidien du Peuple, le journal du Parti communiste, a rapporté mercredi que le conseil d'administration de *Suntech* avait ordonné un audit interne des transactions entre *Suntech* et les entreprises détenues personnellement le **Dr Shi. M. Macpherson**, n'a pas répondu à notre question de savoir si un tel examen était en cours.

Source New York Times, KEITH BRADSHAW le 13/03/2013

Nos commentaires : Qui sera surpris d'une telle situation ? Sûrement pas ceux qui suivent les finances de Suntech ! Rappelons que cette société n'a pas publié ses comptes depuis un an, que ceux-ci démontraient déjà à fin 2011 que Suntech allait au devant de graves difficultés : baisse du CA de 33% entre 4^e trimestre 2011 et 4^e trimestre 2010 alors que la capacité de production avait augmenté d'un tiers, des fonds propres divisés par 2, ne représentant plus que le tiers des dettes financières, à cause d'une rentabilité opérationnelle en chute libre. Les comptes du 1^{er} trimestre 2012 ne faisaient que confirmer cette tendance: un CA divisé par deux par rapport au 1^{er} trimestre 2011, une perte nette du tiers du CA. Le titre boursier a d'ailleurs plongé à 2 - 3 \$ fin 2011 (il était monté à plus de 80 \$ début 2008, il est actuellement inférieur à 1/2 \$)

Quelles conséquences pour le secteur du PV ?

D'abord cela confirme les informations de 'soutien abusif' que l'industrie chinoise a eu dans le passé. Alors pour prouver sa bonne foi le gouvernement chinois va-t-il faire un exemple, comme ce qui s'est passé pour Lehman Brothers ? Le sort de Suntech est-il l'objet d'après négociations entre américains créanciers et chinois ?

D'autre part nous estimons que le pouvoir chinois sera poussé à renforcer le marché national des installations PV pour absorber les surcapacités de ses usines. Et si c'est le cas, le prix des modules cristallin restera stable ou en légère hausse, ce qui accélèrera l'ouverture des chantiers (et peut-être certains à perte) en France comme ailleurs puisque les constructeurs de centrales n'auront plus intérêt à attendre des baisses de prix.

ARo

News récente : Suntech communique sur l'entrée au board de 2 nouveaux dirigeants, dont un top manager issu du groupe Guolian. La première décision qui est prise c'est le dépôt de bilan, si l'annonce faite par l'Agence Chine Nouvelle se confirme.

Suntech sauvé par Warren Buffet ?

Les rumeurs intrigantes en provenance de la Chine que l'investisseur milliardaire **Warren Buffett** pourrait sauver de la faillite l'ancienne superstar solaire *Suntech* apportent une bouffée d'air au secteur, les spéculateurs misant sur une intervention occidentale pour relancer l'industrie solaire. Une telle action serait sans aucun doute une marque de confiance majeure dans une industrie en grande difficulté pour laquelle peu d'observateurs voient une solution en dehors d'une intervention musclée des pouvoirs publics. Le plus surprenant serait l'investissement du financier dans un secteur en perdition, contraire à ses habitudes. Au-delà de sa véracité même, la rumeur de ce rachat vaut par les perturbations qu'elle a provoquées sur le marché solaire chinois, avec 16% de hausse pour l'action *Suntech*. D'autres actions en ont également

profité, comme *Trina* (+7.6%) ou *Yingli* (+4.5%). Même les acteurs moyens ont enregistré des hausses à l'image de *Canadian Solar* (+9.7%) et *JA Solar* (+3.7%).

Qu'est-ce qui pourrait être si excitant pour les investisseurs si cette rumeur était fondée ? **Buffet** a montré récemment un intérêt pour les énergies nouvelles et pour des sociétés qui pourraient connaître une croissance très importante, nombre de gouvernement voyant ainsi le moyen d'affranchir – en partie- leurs économies de leur dépendance vis-à-vis des énergies fossiles. Un de ses premiers investissements dans le domaine remonte à 2008, lors de l'achat de 10% de *BYD*, un fabricant chinois de véhicules électriques. Plus récemment, il a investi dans des projets solaires en Californie et en Arizona et dans une ferme éolienne dans l'Illinois. Alors que les investissements américains ont de bons rendements, les résultats de l'acquisition de *BYD* ont été très mauvais.

Quelles raisons, maintenant, militent contre une telle rumeur ? Avant tout, c'est la complexité de la situation actuelle du géant chinois qui fait face à plus de 500 millions US\$ de dettes et qui a été poussée à la faillite par de gros créanciers. Non seulement *Suntech* est aujourd'hui en faillite, mais l'affaire a été entendue devant un tribunal de la propre ville-siège de *Suntech*, *Wuxi*, où le gouvernement local exerce une grande influence. **Buffett** devra être très courageux pour tenter sa chance dans ce territoire inconnu, qui n'est guère comparable à un dossier de faillite dans le système judiciaire américain. Le cas est encore plus complexe eu égard à la personnalité du fondateur de la société, **Shi Zhengrong**, naguère un des plus riches hommes d'affaires chinois désormais plus connu pour avoir causé les problèmes qui ont provoqué la faillite rapide de *Suntech*. Son refus de céder le contrôle de son entreprise en échange d'une aide financière du gouvernement a largement été à l'origine de la faillite finale forcée de sa société. Nombreux sont ceux qui espèrent que **Shi** sera poussé vers la sortie à l'occasion de la restructuration qui va donner le contrôle de la société à des entités gouvernementales. Les autorités centrales et locales devraient souhaiter l'intervention de *Warren Buffet*, qui ne pourra qu'améliorer la crédibilité écorchée du secteur solaire chinois. Mais celui-ci semble trop malin pour s'embarquer dans une aventure aussi risquée, en particulier parce que rien n'indique que l'industrie dans son état actuel est viable. Certains experts soupçonnent soit *Suntech* – ou ses rivaux – d'avoir alimenté la rumeur, soit un coup de bluff de commerçants peu scrupuleux qui tentent ainsi de capitaliser les énormes stocks accumulés. Cela dit, même si la rumeur s'avère sans fondement, on peut espérer voir Buffet investir dans le secteur d'ici à un ou deux ans, quand une stabilité minimale sera retrouvée. Source Doug Young, *Young's China Business*, le 10/04/2013

Suntech pourrait céder sa participation dans GSF

Selon les rapports, *Suntech Power Holdings Co. Ltd* pourrait vendre sa participation dans le *Global Solar Fund Sicar (GSF Sicar)*, dans le but de réduire sa montagne de dettes de plus de 2 milliards de dollars.

Suntech a déclaré qu'elle pourrait vendre sa participation dans *GSF Sicar*, rapporte Reuters. Un porte-parole du fabricant de photovoltaïque chinois aurait déclaré: «Nous avons l'intention de poursuivre les opérations au *GSF* pour le moment et examinerons toutes les options pour maximiser la valeur pour nos actionnaires." Ils ont ajouté que les investisseurs seraient tenus informés dans les prochains mois.

Selon les analystes, le fonds représente une valeur d'entreprise de 800 millions de dollars, indique Reuters. Cependant, même si *Suntech* vendait ses participations, cela ne serait pas suffisant pour couvrir les 2 milliards de dollars de dette. «*Je mets un gros point d'interrogation sur le fait que Suntech vende bientôt sa participation dans GSF*», a déclaré **Glenn Gu** de *IHS* à l'agence de presse. "Ce ne sera pas une surprise si la participation dans *GSF* est vendue au rabais à la fin de la journée."

Dans une note d'investisseur publiée en Mars, l'américain *Maxim Group* a déclaré: «Bien que *GSF* ait été présentée comme une lueur d'espoir pour une liquidité dont *Suntech* a désespérément besoin, nous croyons que la grande majorité de ses 141 MW d'actifs sont réellement toxiques et seront pratiquement impossible à vendre compte tenu de (a) un certain nombre des sociétés de projet font l'objet d'enquêtes criminelles et ont des liens avec la mafia locale et (b) les rapports de nos contacts en Italie concernant des projets à moitié terminés et pillés".

Début Mars, *Suntech* a annoncé qu'elle avait conclu une entente concernant son différend portant sur une fraude avec *GSF Capital Pte Limited (GSF Capital)*. Une partie de l'accord a vu sa participation dans le fonds passer de 79,3% à 88,15%. Le 11,85% restant appartient à *Best (Regent) Asia Group Ltd*, une société dont il s'avère qu'elle est détenue par **Zhengrong Shi**, fondateur et ancien PDG et président de *Suntech*.

Pendant ce temps, *Wuxi Suntech Power Co. Ltd* a été contraint de déposer son bilan le mois dernier après que la société mère, *Suntech* ait fait défaut sur un remboursement obligatoire de 541 millions \$.

Source PV Magazine, *Becky Beetz*, le 17/04/2013